

Seul le discours prononcé fait foi

LUXEMBOURG

Intervention de Madame Marie-Josée JACOBS

Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
Minister of Development Cooperation and Humanitarian Affairs

Cinquième Dialogue de haut niveau sur le financement du développement

Statement by Ms. Marie-Josée JACOBS

Minister for Development Cooperation and Humanitarian Affairs

Fifth High-Level Dialogue on Financing for Development

New York, December 7th, 2011

Candidat au Conseil de sécurité

2013-2014

Candidate for the Security Council

Monsieur le Vice-président,
Monsieur le Secrétaire général,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Le Luxembourg souscrit pleinement à l'interconnexion de l'Union européenne.

Par temps de crise, plus que jamais, il est impératif de continuer la discussion sur le

L'Assemblée générale a un rôle de premier plan à jouer dans le processus
intergouvernemental visant à assurer la viabilité

C'est aujourd'hui l'occasion de faire le bilan d'étape des avancées et des progrès, mais aussi
des obstacles et des contraintes rencontrés et de déterminer ensemble les mesures à prendre pour
assurer une pleine mise en œuvre du Consensus de Monterrey et de la Déclaration de Doha.

C'est aussi l'occasion de réaffirmer l'esprit qui a animé les Conférences de Monterrey et de
Doha: la participation inclusive, la transparence et la transparence.

Dans ce contexte, je me félicite de la présence aux côtés de l'Union européenne
donateurs traditionnels et des donateurs émergents, des pays en développement, des
représentants de la société civile et du secteur privé et des représentants des institutions financières
internationales. Je suis persuadée que l'approche inclusive permet d'identifier les plus vulnérables qui sont
cachés dans les masses de personnes.

Ce Dialogue d'Amsterdam est un élément clé de l'agenda post-2015
d'atteinte des objectifs de l'immédiat pour le développement et de l'agenda post-2015.

Monsieur le Vice-président,

Le Luxembourg attache une importance toute particulière à la concrétisation de tous les
engagements pris en matière de financement du développement. L'Union européenne

programme international de développement. Le Luxembourg est fier de faire partie de l'Union européenne

cercle encore trop restreint de pays qui contribuent au moins 0,7% de leur revenu national brut à

l'aide publique au développement. Dans le cadre de l'Union européenne, le Luxembourg a

décennie 2011-2020, a été largement dépassé.

Le Luxembourg continue de soutenir les efforts de l'Union européenne et compte maintenir ses efforts aussi à l'avenir. Le fait d'avoir

au développement seule ne cause briser la spirale vicieuse de la pauvreté, surtout en termes de accès
financière et économique.

Comme agréé à Monterrey et réaffirmé à Doha, il nous faut agir sur plusieurs fronts à la fois :
mobiliser les ressources financières nationales au service du développement, renforcer
international de commerce, faciliter l'accès aux marchés, aider les pays en développement à tirer parti
problèmes d'éducation, en particulier pour l'Afrique et les pays les moins avancés, renforcer la
développement des capacités. Je ne nommer que quelques mesures à prendre :

Dans certains pays participants, dans le domaine du microcrédit, de la microfinance et de la finance inclusive en
tant qu'outils importants de développement économique et social. L'apport potentiel de la
microfinance a été reconnu à Monterrey et Doha, et je me réjouis du fait que le rapport du Secrétaire
les groupes pauvres et défavorisés de la population et pour les petites et moyennes entreprises
comme stratégie pour le développement et la mobilisation des ressources locales.

Comme j'ai pu le dire lors de la récente semaine européenne de la microfinance à
Luxembourg, qui était placée sous le thème « Une finance inclusive pour les populations exclues » il

Monsieur le Vice-président,

Que nous parlions d'aide publique au développement ou d'autres sources de financement du
développement, nous ne pouvons nous contenter au seul aspect du volume, il nous faut aussi parler
de la qualité et de l'efficacité des flux d'aide.

C'est dans ce contexte que je vous félicite de la substance du document final du 4^e Forum à
haut niveau tenu la semaine passée à Busan. Il était important que les engagements pris en 2005 à
Paris et en 2008 à Accra y soient réaffirmés et renforcés, en mettant sur un rôle accru des pays
partenaires dans les processus de développement, un statut accru pour les secteurs privés et les
d'impôt de développement et pour un partenariat dans la transparence. Je salue tout
particulièrement rappelé crucial de la participation des pays émergents et de la société civile à la
négociation menée en amont du forum et à Busan même.

Permettez-moi finalement de rappeler l'importance d'une gouvernance favorable au
dynamique, capable d'attirer les investissements, et d'un secteur privé compétitif, libéré du fléau de la
corruption.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Notre attention dans ces moments difficiles est portée sur les besoins les plus urgents
dans la réalisation des Objectifs de Millénaire. La Déclaration de
coopération au développement.

Le 22 septembre 2005, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays en développement
Conseil de Montevideo et de la Déclaration de
Déclaration de Montevideo

Je vous remercie de votre attention.

Mr. Vice-President,
Mr. Secretary-General,
Excellencies,
Ladies and gentlemen,

Luxembourg aligns itself with the statements by Mr. ...

In times of crisis, it is more than ever imperative to re-examine the ...
development. For this reason, one must salute the holding of this ...

Development of the General Assembly.

The General Assembly ...
follow-up to the matter at hand.

Today is an opportunity to take stock of successes and progress, but also of obstacles and constraints we have
encountered and to determine together which resources must be ...
Monterrey Consensus and the Doha Declaration.

It is also an occasion to reaffirm the spirit of the Monterrey and Doha Conferences: inclusive participation,
partnership and transparency.

In this context, I call for ...
partner countries in development, representatives of civil society and the private sector and representatives of ...
added value hidden in the overlap between the fields of competence of the different actors.

This Dialogue finally evolves in the wider framework of the ...
Development Goals and the post-2015 Agenda.

Mr. Vice-President,

Luxembourg attaches particular importance to ...
development. Achieving these commitments ...

further the international development agenda, Luxembourg is proud to be, since 2000, ...
development assistance. Last year, Luxembourg's official development assistance reached 1.05% of gross ...

reaffirmed by the Istanbul Programme of Action for LDCs, has been more than met.

Luxembourg ...
the full extent and expects to maintain these efforts in the future.

Having reached a level of ODA beyond 0.7% does not, however, guarantee the ...
quantity and quality of international aid. We are aware that official development assistance cannot break the
vicious cycle of poverty on its own, especially in times of economic and financial crisis.

An accord in Monterrey and ...
mobilise domestic resources ...

Over the last 15 years, my country, Luxembourg, has committed itself, together with its partner countries, very much to the domain of micro-finance and inclusive finance as important tools for economic and social development. The potential contribution of micro-finance has been recognized in Monterrey and Doha and I salute the fact that the Secretary General's report for today's meeting evokes the access to a wide range of financial services for poor and marginalised population groups and for small and medium-sized enterprises as salutory for development and domestic resource mobilisation.

Micro-finance for financial inclusion is a double-edged sword. On the one hand, it is a tool of effective and sustainable inclusive finance in the fight against poverty and on the other hand, social impact and on the other hand economic viability.

While we are talking about official development assistance or other sources of financing for development, we cannot focus on volume alone, we must also talk about the quality and efficiency of aid flows.

I hold that what is at stake is the commitment that was made in the Doha Declaration 2005, and in Apec in 2008, reconfirmed and strengthened therein, relying on a greater role for partner countries in development processes, a greater care for results in terms of development impact and for partnership in transparency. I salute in particular the crucial contribution made by the participation of emerging economies and civil society to the negotiations ahead of the Forum and in Busan itself.

All of us, fully aware of the importance of an environment of freedom, stability, development, and all levels of education, freed from the scourge of corruption.

Excellencies

Ladies and gentlemen,

Our attention must first and foremost go to those countries which are lagging behind the most in terms of communicating results, to go for the low hanging fruits of development cooperation.

In order to get there, we must work together for a complete realisation of the Monterrey Consensus and the Doha Declaration and rely more on the potential of a joint partnership for development. We must be very